



Paris, le 11 septembre 2014

COMMUNIQUE DE PRESSE

Première réunion de l'Observatoire de l'inclusion bancaire

Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France, a présidé ce jour la première réunion de l'Observatoire de l'inclusion bancaire. Lors de cette séance inaugurale, il a souligné que la promotion de l'accessibilité bancaire est un objectif majeur de la Banque de France. L'inclusion bancaire, en permettant à chacun de procéder à des opérations bancaires courantes, permet en effet à des personnes en situation de fragilité financière de mener une vie quotidienne normale et d'être moins exposées au risque d'isolement. La lutte contre l'exclusion bancaire participe ainsi au maintien de la cohésion sociale.

La Banque de France mène une action constante et déterminée, depuis des années, en faveur de l'accessibilité bancaire et financière, notamment via le droit au compte et la promotion du micro-crédit. Son intervention vise à reconnaître et promouvoir le dialogue entre les différents acteurs, principalement les banques et les associations caritatives. Christian Noyer a appelé à une action conjointe pour développer l'inclusion bancaire, demandant aux membres de l'Observatoire d'entretenir et développer une coopération constructive dans les travaux à venir.

Modeste à l'origine (236 en 1985), le nombre de désignations d'établissements de crédit dans le cadre de la procédure de droit au compte a régulièrement augmenté au cours des dernières décennies pour atteindre un millier en 1988, 10 000 en 2001, dépasser le seuil des 30 000 en 2008 et atteindre 40 800 en 2012. Sur les sept premiers mois de 2014, le nombre de désignations par la Banque de France d'établissements de crédit s'est élevé à 34 000, après 50 900 sur l'ensemble de l'année 2013 (dont 41 500 pour des particuliers et 9 400 pour des personnes morales). Plus de 80% des désignations concernent des personnes physiques.

Par ailleurs, la Banque de France assure, au plan national, le suivi du micro-crédit accompagné. Le nombre de micro-crédits accompagnés s'est élevé à plus de 210.000 à fin 2013, ce qui représente 1 milliard d'euros de financement.

Contact presse : 01 42 92 39 00